

Les pratiques énergétiques des ménages du périurbain



Parce qu'ils sont logés en maison individuelle et qu'ils utilisent davantage leur voiture, les ménages des espaces périurbains allouent une part importante de leur budget aux dépenses énergétiques. Une récente enquête permet d'évaluer leur capacité d'adaptation à la contrainte énergétique.

Dans un contexte de hausse des prix de l'énergie, sous l'effet de la rareté et de choix politiques visant à limiter les émissions de gaz à effet de serre, les ménages sont-ils amenés à reconsidérer leur mode de vie ?

Dans le cadre d'un contrat avec le Puca⁽¹⁾ et du programme de recherche Prébat⁽²⁾, l'IAU Île-de-France, associé à l'université Paris 1 Panthéon Sorbonne et le CSTB⁽³⁾, ont mené une enquête

au printemps 2009 sur les comportements, les valeurs et les perspectives exprimés par les ménages des périphéries franciliennes en matière de consommation énergétique.

Nous avons choisi de privilégier les ménages de communes périurbaines, parce que le budget carburant pèse très lourdement dans les dépenses énergétiques, et que les « choix » résidentiels qu'ils ont effectués n'ont pas intégré le coût de la mobilité. L'objectif est de mieux

appréhender les stratégies d'adaptation de ménages soumis à une certaine tension énergétique. Notre attention a porté tout autant sur leurs comportements dans le domaine de l'habitat que de la mobilité.

Afin d'apporter des éléments de réponse à la question des pratiques énergétiques, cette enquête a été menée, sous la forme d'entretiens semi-directifs, dans trois communes : Villemaireuil (Seine-et-Marne), Sonchamp (Yvelines) et Maurepas (Yvelines).

Le guide d'entretien était organisé en quatre volets : les stratégies résidentielles des ménages, les mobilités quotidiennes, les comportements énergétiques dans le logement et les représentations environnementales.

Il comportait des questions ouvertes visant à recueillir un discours « spontané » sur l'objet étudié et des questions fermées destinées à obtenir des informations plus détaillées sur les dépenses énergétiques des ménages liées à l'habitat et aux déplacements quotidiens. Ces informations sont déclaratives et permettent de déterminer le niveau de connaissance des ménages.

Les résultats de cette enquête permettront :

- d'estimer la capacité des ménages de modifier leur consommation dans le domaine de la mobilité et du logement,
- de mesurer leur sensibilité au discours sur le réchauffement climatique et son impact sur leurs pratiques quotidiennes,
- d'anticiper l'évolution des stratégies résidentielles des ménages face aux contraintes énergétiques.

Cet article livre quelques premiers résultats avant la parution du rapport final en février 2010.

La maison : le lieu des ajustements raisonnables

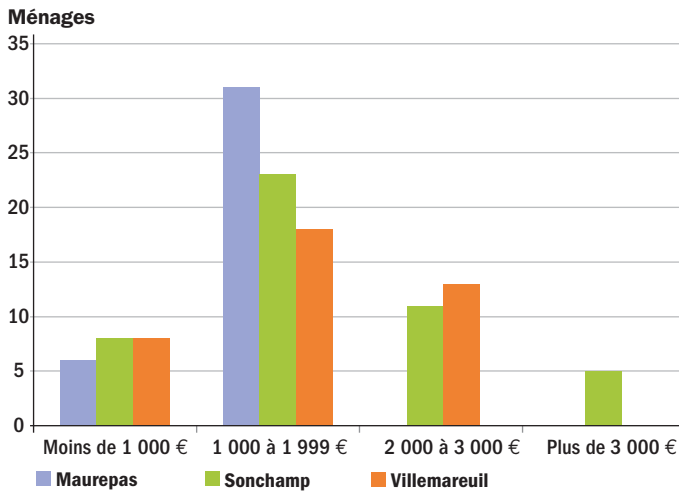
C'est principalement dans la maison que les ménages envisagent d'accorder de l'attention à leurs pratiques énergétiques, voire de réduire leurs consommations.

(1) Plan Urbanisme Construction Architecture (ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire).

(2) Programme de recherche et d'expérimentation sur l'énergie dans le bâtiment.

(3) Centre scientifique et technique du bâtiment.

Répartition des ménages selon les dépenses annuelles liées au chauffage dans le logement



Une des raisons permettant d'expliquer leur vigilance est leur connaissance des dépenses affectées au chauffage et à l'électricité. Les factures sont suivies, les ménages ont souvent en tête le budget consacré à l'énergie domestique, et ce d'autant plus que leurs ressources sont modestes.

On observe néanmoins un regard sur la consommation qui n'est pas toujours objectif. Si les ménages connaissent leurs factures énergétiques, la perception qu'ils en ont est liée non seulement à leur situation financière, mais aussi aux valeurs qu'ils défendent. L'abondance a fait place à la sobriété comme nouvelle norme sociale. Certains ménages fortement consommateurs déclarent avoir une faible consommation pour ne pas heurter cette éthique de la modération.

Alors que près des trois quarts des ménages interrogés ont des dépenses énergétiques supérieures à 1 500 euros par an, un quart seulement estime que leur maison consomme trop d'énergie. Une quinzaine de ménages ont des factures chauffage-électricité qui dépassent les 3 000 euros par an : ils habitent majoritairement Sonchamp, dans des maisons de plus de 150 m², sont chauffés au fioul, à l'électricité ou au gaz citerne, et leurs revenus sont supérieurs à la moyenne.

Des ménages vulnérables

Les ménages qui consacrent un budget important au chauffage

et à l'électricité ne sont pas tous aisés. Monsieur X, un homme âgé aux faibles ressources, arrose son potager avec l'eau de son puits, se chauffe en utilisant une chaudière au fioul installée dans les années 1970, et dépense plus de 4 000 euros par an pour ne chauffer que le premier étage de sa maison. Face à l'augmentation des dépenses énergétiques, il paraît totalement démuni, son âge ne lui permettant ni de réaliser des travaux (« J'ai toujours tout fait tout seul »), ni même d'en envisager l'utilité à court ou moyen terme (« Si j'étais jeune... mais pour les années qu'il me reste à vivre »).

C'est ainsi que certains ménages vont renoncer à remplir leur cuve de fioul, faute de moyens financiers suffisants, tandis que d'autres vont se chauffer au bois et se contenter d'un confort approximatif.

De la même façon, et parce qu'il s'agit d'un mode de chauffage facilement ajustable, l'arrêt des radiateurs électriques est assez fréquent. Les ménages concernés ont souvent une cheminée ou un poêle à bois en complément et se privent du chauffage dans les chambres. Depuis que Monsieur et Madame D ont installé une cheminée à insert, ils n'utilisent plus les chauffages électriques présents dans leur maison : « On ne les a plus jamais allumés ».

Aux factures de chauffage, qui pèsent dans le revenu de

Villemareuil, Sonchamp et Maurepas : trois terrains d'enquête

Nous avons recherché des sites contrastés, sur un plan morphologique mais aussi social, en supposant que les effets budgétaires de la question énergétique ainsi que la diffusion des connaissances et enjeux relatifs au réchauffement climatique pouvaient être socialement différenciés.

Une cinquantaine d'entretiens ont été réalisés par terrain d'enquête (environ 150 au total), l'objectif étant d'explorer une variété de situations et non d'obtenir un reflet statistique.

Dans les Yvelines, Sonchamp (1 567 habitants) est situé à environ 10 kilomètres au sud-ouest de Rambouillet, ville secondaire de l'Île-de-France, reliée au réseau ferroviaire de la gare Montparnasse. Il s'agit d'une commune très étalée, constituée de 33 hameaux et dont la typologie de l'habitat révèle un fort ancrage rural. On note également la présence d'une population aisée venue habiter Sonchamp pour la qualité de ses espaces naturels. Ces ménages proviennent principalement du faisceau sud-ouest de l'Île-de-France et y travaillent.

Beaucoup moins étendue, Villemareuil (Seine-et-Marne) compte 376 habitants. La commune est située à 7 km au sud-est de Meaux (gare SNCF).

Le revenu moyen des ménages est inférieur à celui de Sonchamp. Les deux communes ont en commun l'absence de réseau de gaz et un pourcentage important de maisons chauffées au fioul (32 % à Villemareuil et 41 % à Sonchamp).

Maurepas est une commune de 20 000 habitants. Elle appartenait auparavant à la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines et a été urbanisée principalement durant les années 1960. Elle offre un paysage contrasté, entre une partie rurale préservée et une partie urbaine structurée, au sein de laquelle l'habitat, plutôt uniforme, se caractérise par un nombre important de maisons mitoyennes chauffées au gaz de ville. Le profil type des ménages est celui du cadre moyen, avec un revenu par habitant supérieur à celui de Villemareuil et inférieur à celui de Sonchamp. À la différence des deux autres sites, la proximité de la gare permet une moindre dépendance à la voiture individuelle dans les trajets domicile-travail.

L'enquête a été réalisée par Laetitia Firdion, Marie Peretti et Rémi Tréhin-Lalanne, sous la direction de Xavier Desjardins (CSTB) et Lucile Mettetal (IAU îdF).

ménages modestes, s'ajoutent les dépenses liées à la mobilité. Monsieur Y parcourt environ 600 km en voiture par semaine pour se rendre sur son lieu de travail. Propriétaire d'une maison mal isolée et chauffée à l'électricité, il annonce des factures énergétiques pour son logement de 2 500 euros par an. Avec un revenu mensuel de 2 000 euros, il se trouve en situation de « précarité énergétique » telle qu'elle est définie par les Britanniques (plus de 10 % des revenus consacrés aux dépenses énergétiques pour le logement). Il n'envisage toutefois pas de quitter sa maison ni de faire des travaux afin d'en améliorer la performance. Ainsi, l'âge, la fatigue et les contraintes économiques ne permettent souvent pas d'envisager les décisions pos-

sibles. Le ménage de Monsieur Z, à l'instar d'autres ménages présentant des profils similaires, semble pris dans un étau : baisser la température du logement lui paraît la seule réponse possible. Treize des ménages enquêtés dépensent plus de 10 % de leur revenu pour l'énergie domestique. Chauffés au fioul ou à l'électricité, ils acquittent des factures énergétiques de 2 600 euros par an avec des revenus mensuels de 1 700 euros par mois en moyenne.

Des ménages vigilants

Sur les 134 ménages interrogés, 80 limitent le chauffage pour économiser l'énergie. Il s'agit rarement d'un comportement récent, mais plutôt d'habitudes économes, de « bon sens », liées à une éducation, un mode de vie,

une certaine conception de l'économie domestique. Parce que les ménages se sentent de plus en plus vulnérables, cette gestion rigoureuse semble confortée par la fluctuation des prix de l'énergie : « On ne sait pas le prix qu'on va payer dans quatre, cinq ans. »

Et dans l'hypothèse d'une réduction du budget énergétique, c'est le chauffage qui arrive en tête. La plupart des ménages sont prêts à quelques ajustements de température pour faire des économies, sauf certaines personnes âgées, pour lesquelles le confort thermique est une priorité non négociable.

Ainsi, Madame T, âgée de 75 ans, se chauffe à 24°C et s'éclaire grâce au poste de télévision et aux lampadaires extérieurs : « Je me priverais de manger pour avoir chaud », déclare-t-elle à ce propos.

Acquisition d'appareils électroménagers de classe A, extinction des veilles, dispositif heures creuses, attention portée à la consommation d'eau... : les comportements des ménages au sein du logement expriment une certaine vigilance, à la fois par souci d'économie et par habitude, répondant à une logique anti-gaspillage souvent acquise de longue date.

Ces gestes de maîtrise des consommations ne doivent pas remettre en question une certaine aisance quotidienne, dont la définition n'est pas la même pour tous. Le comportement des ménages interrogés semble dicté par la recherche d'un équilibre entre bien-être et modération. Il

s'agit d'ajustements raisonnables qui varient avec l'âge et la composition familiale et ne doivent pas être vécus par les ménages comme une restriction : « Je trouve que je fais déjà très attention, je ne peux pas faire plus... » L'habitat est évoqué comme un lieu protecteur, mais aussi comme le lieu de la prise de conscience d'enjeux économiques et environnementaux. L'action individuelle trouve ses limites dans la recherche ou le maintien d'un certain confort dont la norme diffère entre des habitudes « rurales », intimement liées à l'environnement et déconnectées de la « question environnementale » et un mode de vie « urbain », plus exigeant quant au confort domestique.

Le coût de l'efficacité

La plupart des ménages ont réalisé des travaux dans leur maison. Si leur motivation était plutôt liée au confort en général, les projets évoqués sont plus tournés vers l'amélioration énergétique.

Le double vitrage semble considéré comme une norme quasiment incontournable (78 ménages en ont fait poser). Il est associé à une bonne isolation, thermique et phonique, sans que les propriétaires disposent d'éléments permettant d'évaluer l'efficacité du dispositif.

Dans les travaux les plus fréquemment réalisés, viennent ensuite l'isolation des combles (60 ménages), la pose de volets roulants (40 ménages) et l'isolation par l'intérieur (40 ménages). Si les ménages sont aujourd'hui



Ar. Ssystem - Mairie de Maurepas

Maurepas (Yvelines) : 20 000 habitants, de nombreuses maisons mitoyennes, principalement chauffées au gaz de ville.

peu nombreux à avoir isolé leur maison par l'extérieur, ils l'évoquent en termes de projet, plus volontiers que d'autres types de travaux, le décrivant comme un procédé coûteux mais efficace. Les panneaux solaires sont timidement mentionnés sous la forme d'un projet hypothétique et financièrement douloureux, plus souvent pour signifier une sensibilité environnementale ; ils sont évoqués comme changement possible, innovant, donc socialement valorisant.

Dans certaines communes, comme à Sonchamp et à Villemareuil, les pompes à chaleur font l'objet d'un démarchage assidu de la part d'entreprises. Certains ménages manifestent une forme d'agacement ou de méfiance à l'égard de ce qui peut ressembler à du harcèlement, en particulier les personnes âgées qui ne comptent plus le nombre de visites d'entreprises souvent tenaces. Sur les deux communes, huit ménages ont réalisé l'investissement et sept l'envisagent. Ces ménages font part de problèmes récurrents liés à des dysfonctionnements et peinent à dire si la facture annuelle a baissé.

Un déficit de conseils avisés

Les ménages interrogés sur les travaux confient un manque en matière de conseils techniques et financiers. Ils hésitent à s'en remettre aux fournisseurs d'énergie ou aux installateurs. Un peu moins d'un tiers des personnes enquêtées affirment bien connaître les aides disponibles en matière de travaux d'économie d'énergie. Seulement six ména-

ges ont bénéficié du crédit d'impôt : l'information leur a été donnée par l'entreprise ayant réalisé les travaux ou la pose d'une nouvelle chaudière, et certains de ces ménages déplorent une information erronée quant au montant de la déduction fiscale. Même à Maurepas, où la municipalité a mis en place des permanences info-énergie et réalisé une thermographie aérienne, certains discours laissent entrevoir un doute sur la pertinence des résultats.

Très attachés à leur maison, les ménages rencontrés sont rares à ne pas avoir effectué de travaux, mais l'absence de conseils adaptés et de projection financière (quel investissement pour quelles économies ?), ainsi que la promotion des aides par les artisans et distributeurs les rend méfiants et finalement peu enclins à réaliser de gros investissements d'amélioration thermique. Considérant qu'ils font « le maximum » dans la vie quotidienne, ils sont en attente de conseils personnalisés et de garanties en termes de rentabilité globale.

Le déni du poids de la mobilité

À côté des dépenses énergétiques pour le logement, souvent importantes de par la superficie et l'âge des maisons individuelles, la mobilité vient peser dans le budget des ménages, d'autant plus contraints par le système automobile que les espaces sont peu denses.

L'enquête confirme la prépondérance modale de l'automobile,



Laetitia Firdion / IAU IdF

Villemareuil : (Seine-et-Marne) : 376 habitants et un pourcentage important de maisons chauffées au fioul.

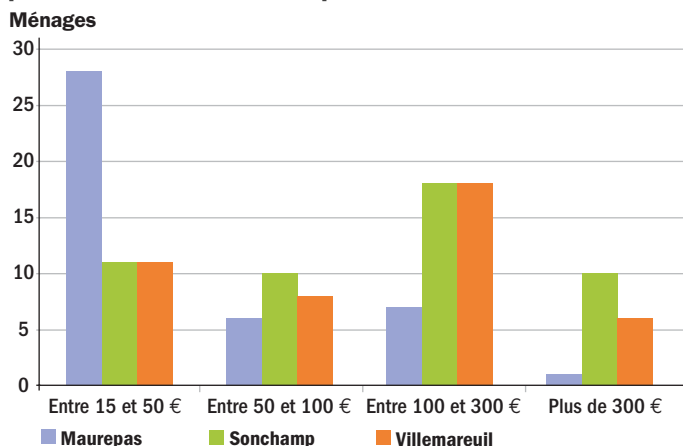


Sonchamp (Yvelines) : 1 567 habitants dispersés sur 33 hameaux, habitat rural, principalement chauffé au fioul.

dont les enquêtés donnent les causes : durée du trajet, coût d'organisation de l'usage des transports collectifs, inconfort, accessibilité aux commerces et services. La commune de Maurepas, mieux desservie par le train, s'oppose ainsi aux communes de Sonchamp et de Villemareuil, où les difficultés à se déplacer autrement qu'en voiture sont souvent mentionnées parmi les effets négatifs de l'installation. En moyenne de 300 km, les distances parcourues par semaine et par véhicule par les ménages enquêtés à Sonchamp et Villemareuil représentent le double de celles des enquêtés de Maurepas. À la différence des dépenses de chauffage, mesurables grâce aux factures, les ménages éprouvent des difficultés à quantifier le budget dédié au transport. Ils n'ont pas l'impression d'avoir de réelle emprise sur ces dépenses, souvent incompressibles. En effet, pour la majorité des personnes enquêtées, conscientes de l'impact de la circulation

automobile sur l'environnement ou plus simplement attentives à leur budget familial, la réduction de la pratique de l'automobile apparaît presque impossible. Au-delà du report modal, quelques modifications de comportement sont néanmoins évoquées, destinées à réduire la consommation de carburant : conduite « en douceur », entretien du véhicule, choix de la pompe à essence, coordination des déplacements. La part jugée incompressible de l'automobile dans les pratiques actuelles explique la très faible variation du choix du mode de transport ou des kilométrages parcourus en fonction des convictions exprimées en matière de protection de l'environnement. Il existe une certaine réticence au changement : la mobilité est incontournable, puisqu'elle est la condition d'un mode de vie auquel les ménages sont attachés. Le coût du carburant ne remet absolument pas en cause leur localisation résidentielle.

Répartition des ménages selon le budget mensuel déclaré pour la mobilité en voiture particulière (sous-évaluation manifeste)



Sensibilité environnementale et pratiques

L'étude réalisée permet de mettre en lumière le hiatus existant entre représentations environnementales et pratiques. Il apparaît que la mise en avant d'une sensibilité environnementale ne va pas toujours de pair avec des pratiques économes ou « vertueuses ».

Une première opposition entre ruraux et urbains peut éclairer ce hiatus.

Les entretiens menés auprès d'individus ayant grandi en milieu rural laissent entrevoir une certaine imperméabilité aux discours publics, une éthique de la durée, du non gaspillage et une conception du confort moins exigeante que les urbains, notamment concernant le chauffage.

Plus centrés sur la recherche d'un confort intérieur, les urbains des classes moyennes manifestent un certain refus des normes contraignantes, mais semblent plus facilement séduits par des investissements perçus comme « technologiquement » novateurs, donc socialement valorisants.

Pour les uns comme pour les autres, l'attachement patrimonial et sentimental à leur lieu de vie les conduit à d'importants sacrifices pour le conserver. Le périurbain francilien ne semble pas menacé par des scénarios de périphéries abandonnées qu'on a pu observer aux États-Unis. Si on pouvait imaginer que l'énergie chère et la dépendance des ménages allaient, de façon mécanique, mettre un terme à la dispersion des populations sur le territoire, c'était sans compter sur la volonté des ménages de préserver cet acquis de la faible densité.

La hausse du prix du carburant, ne semble pas compromettre leurs déplacements quotidiens, considérés comme incompressibles, mais plutôt les inciter à économiser l'énergie dans l'habitat...

Lucile Mettetal ■

Pour en savoir plus

- METTETAL L. : « La facture énergétique des ménages franciliens », *Note rapide*, n° 485, IAU îdF, août 2009.
- « La question énergétique dans l'habitat privé : le profil déterminant des ménages », *Note rapide*, n° 476, IAU îdF, juin 2009.
- DESJARDINS X., : « Peut-on habiter au vert quand le pétrole devient cher ? », *Pour*, fév. 2009.
- « Le développement périurbain au péril de la crise énergétique ? » *Note de recherche*, CSTB, déc. 2008.
- « Ville rêvée et ville réelle. Veut-on réellement lutter contre l'étalement urbain ? », *Études foncières*, janv.-fév. 2008.
- MERLIN P., *Énergie et environnement*, La Documentation française, 2008.
- CALLONNEC G., CHEREL D., WELLHOFF M., « Le poids des dépenses énergétiques dans le budget des ménages en France », *Ademe et vous*, Ademe, avril 2008.
- « Contrainte énergétique et mutations urbaines », *Les Cahiers*, n° 147, IAU îdF, fév. 2008.
- MOUSSAOUI I., « De la société de consommation à la société de modération », *Annales de la recherche urbaine*, n° 103, Medad-Puca, juil. 2007.
- RAUX Ch. et TRAISNEL J.-P., « Habitat et déplacement dans les aires urbaines », *Annales de la recherche urbaine*, n° 103, Medad-Puca, juil. 2007.
- ORFEUIL J.-P., POLACCHINI A., « Les dépenses des ménages franciliens pour le logement et pour les déplacements », *Recherche Transport Sécurité*, n° 63, avril-juin 1999.
- BOURDIEU P., « Un signe des temps », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 81-82, mars 1990.

Directeur de la publication
François Dugeny
Directrice de la communication
Corinne Guillemot
Responsable des éditions
Frédéric Theulé
Rédactrice en chef
Marie-Anne Portier
Maquette
Vay Olivier

Diffusion par abonnement
76 € les 40 numéros (sur deux ans)
Service diffusion-vente
Tél. : 01 77 49 79 38
www.iau-idf.fr
Librairie d'Île-de-France
15, rue Falguière 75015 Paris
Tél. : 01 77 49 77 40
ISSN 1967 - 2144